

Eléments pour un bilan économique et social (1997-2001)

Yves Dimicoli

Le bilan économique et social du gouvernement est contradictoire. En prenant appui sur une reprise mondiale, la politique économique de Lionel Jospin a tenté d'accorder la priorité, à la fois, à l'emploi et au marché financier.

Cela a conduit à des initiatives et tentatives très nouvelles faisant écho à de fortes attentes populaires, et auxquelles les communistes ont beaucoup contribué (35 heures, emplois-jeunes...), avec des résultats.

Mais, redoublant, malgré nos interventions et contre-propositions (impôt fortunes, crédits et baisse de charges financières...), dans le sens de la baisse du coût du travail et du soutien au marché financier (privatisations, stock-options, épargne salariale...), cela a développé la précarité, encouragé les politiques de bas salaires du Medef, stimuler la recherche de profits financiers.

D'où, désormais, avec le retournement de la croissance mondiale, la montée forte des contradictions. Celles-ci appellent une autre politique à gauche plutôt que des concessions à la logique sociale-libérale, dans le sens qu'ont commencé à indiquer la loi Hue et le projet de loi de modernisation sociale, avec :

- des objectifs sociaux beaucoup plus hardis ;
- de nouveaux droits et pouvoir des salariés ;
- une nouvelle utilisation de l'argent.

La croissance : tirée par l'international

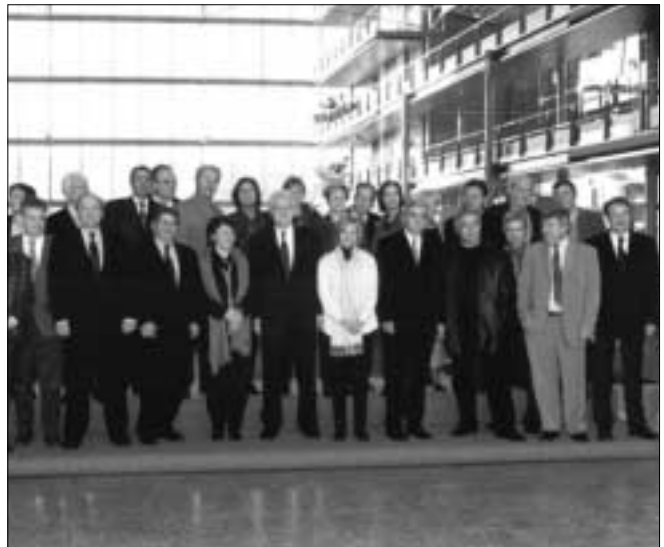
La France (1,2% par an) faisait plus mal que la zone euro (1,7% par an) de 1990 à 1997. Avec 3% par an de 1997-2001, elle fait un peu mieux que la zone euro (2,7%).

Cette croissance tient à des facteurs communs au monde entier :

- chute du prix du pétrole (1997 et 1998) ;
- forte hausse du dollar et baisse de l'euro ;
- grande vigueur de la croissance aux Etats-Unis tirant les exportations de la zone euro ;
- forte baisse des taux d'intérêt réels.

Cette croissance tient aussi à des facteurs propres à la France :

- soutien de l'investissement, très en retard en France, à partir d'un niveau très bas en 1995-1996 ;
- soutien de la consommation à partir de 1997 grâce à :
 - le ralentissement de l'inflation de 1997 à 1999 (prix du pétrole) qui a augmenté le pouvoir d'achat ;
 - la reprise de l'emploi (1999-2000) ;
 - de petits encouragements de la politique économique au pouvoir d'achat (réforme cotisation-maladie, baisses TVA...)



Le bilan économique et social du gouvernement est contradictoire.

Mais dès que l'activité a commencé de se retourner aux Etats-Unis, la croissance a fortement freiné en Europe, et la France (malgré un petit décalage) suit.

Les communistes ont fait de nombreuses propositions pour relancer la croissance par l'essor de l'emploi, des salaires, des qualifications et des dépenses de développement avec une mobilisation sélective des financements (budget et crédit) allant jusqu'à une réorientation de la Banque centrale européenne.

Emploi et chômage : résultats importants mais précaires :

Entre mars 1997 et mars 2001 la France a créé 1 750 000 emplois. C'est considérable. Mais une part très importante l'a été sur un mode précaire (30% en intérim et CDD de mars 1997 à mars 2000) .

Alors que le taux de chômage était encore à 10,8% en octobre 1999, il n'était plus que de 8,9% en octobre 2001.

Sous la pression du Medef, Lionel Jospin a accepté la mise en place du PARE obligatoire qui, certes, supprime la dégressivité des allocations-chômage, mais supprime aussi la liberté de choix du retour à l'emploi et de l'accès à la formation des chômeurs avec la perspective de nouvelles baisses du coût salarial de l'emploi.

Mais, prenant appui sur la pression du mouvement social, (Lu, Marks&Spencer) les députés communistes ont amené Lionel Jospin et les députés socialistes à introduire des dispositions très nouvelles contre les licenciements économiques, (droit d'opposition suspension et contre-proposi-

tion des CE face aux plans sociaux et de restructuration ; définition plus stricte des licenciements économiques ; nouvelles possibilités offertes pour les reclassements...). Le grand patronat et la droite ont cherché à faire échec à ces mesures nouvelles. De même, les communistes ont avancé, face au PARE, d'importantes propositions pour une refondation de progrès social de l'Unedic visant une amélioration de l'indemnisation et du retour à l'emploi choisi des chômeurs avec une formation choisie.

Tout cela confirme l'inefficacité et le caractère contradictoire des baisses de cotisations sociales au nom de l'emploi, ainsi que le bien fondé des demandes de la CGT et FO de geler les baisses de cotisations-chômage du patronat convenues, malgré l'opposition des députés communistes, avec la mise en place du PARE pour 2002.

Mais le chômage a recommencé à augmenter sans discontinuer depuis six mois avec, en priorité, le rejet des salariés précaires mais aussi une remontée des licenciements économiques (Danone, Marks&Spencer, Moulinex, Bata...). Et cela du fait des choix des entreprises anticipant le retournement de la croissance, pour tenir leur rentabilité financière. Cette remontée du chômage rend en fait de plus en plus inatteignables les intentions affichées pour faire accepter le PARE, car l'argent va manquer, dans le système actuel, pour améliorer l'indemnisation des chômeurs et, surtout, organiser un bon retour à l'emploi avec de bonnes formations choisies.

Salaires : maintenus sous pression du fait de l'ampleur de la précarité :

Il y a eu une progression du pouvoir d'achat, mais elle résulte, pour l'essentiel, de la baisse de l'inflation et non d'une politique de stimulation salariale, malgré nos efforts pour d'importantes augmentations du Smic et pour une application des 35 heures favorables aux salariés.

- En fait, après un important coup de pouce en 1997, (2,1%), la progression du salaire mensuel réel (hors inflation) n'a pas cessé d'être freinée depuis : 1,5% en 1998 ; 1,3% en 1999 ; 0,4% en 2000.

- La part des salaires dans les richesses produites (valeur ajoutée) a chuté de plus de 10 points dans les années 80 : elle était de 61,3% en 1982.

Entre 1993 et 1996, elle n'a cru que de 0,03% pour atteindre 56,56%. Entre 1997 et 2000, elle croît un peu plus (0,8%) se stabilisant à très bas niveau (56,94%), freinée de façon contradictoire avec les intentions proclamées par les gels de salaires souvent imposés par le patronat dans les entreprises en vue de passer aux 35 heures.

Cette évolution rend compte des contradictions fortes de la politique d'emploi (voir plus loin) visant, par-dessus tout, à baisser les coûts salariaux. Le freinage du pouvoir d'achat va s'accroître avec la reprise du chômage et les gestions pour le profit.

L'envol des revenus financiers avec la Bourse :

Entre 1993 et 1996 les entreprises ont encaissé pour 1255 milliards de francs au total de revenus financiers. Cette somme a atteint 1753 milliards de francs entre 1997 et 2000.

Sur les mêmes période les revenus financiers encaissés par les ménages sont passés de 2410 milliards de francs à 2930 milliards de francs.

Ces envolées sont dues à l'explosion des cours en Bourse (stimulés notamment par les privatisations) vers laquelle les profits et le crédit ont été massivement orientés.

Les communistes ont demandé à plusieurs reprises :

- que ces revenus financiers soient soumis à une cotisation sociale additionnelle prélevée sur les entreprises, les banques et les assurances. Cela permettrait une transition vers une réforme plus fondamentale du calcul des cotisations sociales patronales (voir plus loin).

Banques, institutions financières, crédit :

En France comme en Europe, la baisse des taux d'intérêt a servi, pour l'essentiel, à rendre plus avantageux le crédit pour effectuer des opérations et placements financiers. Mais il est resté globalement rationné par les banques en direction des PME et des investissements faisant de l'emploi et réclamant des mises en formation importantes.

Pour une bonne part, cela tient à l'avancée des privatisations qui ont accentué la pression des marchés financiers et de la rentabilité financière sur les institutions de crédit.

Mais cela tient aussi à l'abdication de toute volonté politique de réorientation du crédit partant du principe que cela ne relève exclusivement que de la Banque centrale européenne. Or celle-ci n'est préoccupée que de lutter contre l'inflation et de rendre l'euro attractif pour les capitaux financiers, en rivalité avec le dollar.

A de nombreuses reprises les communistes sont intervenus pour mettre en cause les privatisations et appeler le gouvernement à ne plus plaider l'irresponsabilité en matière de crédit.

Cela a été le cas au moment de la discussion du projet de loi sur la réforme des Caisses d'Épargne. Les communistes ont contre-proposé pour garder à ces institutions leur but « non lucratif » et les associer à la constitution d'un pôle public financier, autour de la Caisse des dépôts (CDC), pour développer une nouvelle grande mission de service public de l'épargne et du crédit pour l'emploi et la formation.

Le ministre de l'Économie de l'époque, Dominique Strauss-Kahn, a pris officiellement l'engagement d'aller dans ce sens. Mais en réalité le rapprochement entre la CDC et les Caisses d'épargne, après la banalisation de ces dernières, ne vise qu'à constituer un pôle public de soutien au marché financier.

De même les communistes se sont vus refuser une proposition phare pour réorienter le crédit : la conversion de fonds de la politique d'emploi en fonds de bonification des taux d'intérêt à long terme des investissements des entreprises selon leur efficacité en emplois et en formations. Cette baisse sélective des charges financières du crédit aurait pu être mise en place, par exemple à propos du passage aux 35 heures, au lieu des exonérations de charges sociales patronales. Elle aurait amené la Banque de France à refinancer une partie de ces nouveaux crédits sélectifs accordés par les banques commerciales, posant alors concrètement la nécessité d'une réorientation de la Banque centrale européenne favorable à l'emploi et appelant son contrôle par les parlements européens et nationaux.

Finances publiques : au-delà du pacte de stabilité, le choix de freiner les dépenses pour alléger les impôts :

Alain Juppé avait laissé une situation très dégradée.

De 1997 à 2001 elle a été nettement améliorée : le déficit public a diminué de 2,5 points de PIB.

Lionel Jospin, grâce à la croissance et à la baisse des taux d'intérêt, a disposé, sur la période, d'une marge de manœuvre totale de 3,2 points de PIB :

- la baisse de la charge de la dette : 0,6 point ;
- les bonnes rentrées d'impôts avec la croissance : 2,6 points.

Cette marge aurait pu servir à diminuer le déficit public et à soutenir les dépenses publiques utiles et/ou alléger les impôts des plus modestes... tout en respectant le pacte de stabilité.

Il a fait un autre choix : pour baisser le déficit public (2,5 points) et, en même temps, alléger les impôts de toutes les catégories de contribuables (1,5 point), il a décidé de freiner les dépenses publiques (0,8 point). Le gouvernement Jospin a été amené, cependant, à prendre en compte la proposition de loi Hue sur le contrôle des Fonds publics versés aux entreprises qui donnera la possibilité aux salariés, aux syndicats, aux élus d'exercer leur contrôle afin d'accroître l'efficacité pour l'emploi et la formation de l'utilisation de ces fonds.

Impôts et cotisations sociales :

a) Au nom de l'emploi, la baisse massive des cotisations sociales patronales :

Cette stratégie a été inaugurée par la droite en juillet 1993. Lionel Jospin a fait le choix de la poursuivre en refusant notre proposition d'une baisse sélective des charges financières (bonification des taux d'intérêt du crédit à l'investissement des entreprises en fonction des engagements d'emploi et de formation).

A partir de 1998 et plus encore, en 1999, avec le système d'aides aux 35 heures, Lionel Jospin développe beaucoup ce dispositif qui revient à subventionner les entreprises qui pratiquent une politique de bas salaires.

Cela a beaucoup encouragé la précarisation des emplois et tiré vers le bas tous les salaires. La proportion des emplois à basse qualification et bas salaires est remontée en France en contradiction avec les exigences des nouvelles technologies.



Augmenter le RMI et les minima sociaux.

b) Prime à l'emploi ... pour faire accepter des bas salaires ?
La prime tend à améliorer effectivement le revenu des salariés les moins bien payés.

Mais en réalité comme le relève la fondation Copernic : les travailleurs « du bas de l'échelle » sont subventionnés pour accepter des emplois sous-payés, sous-qualifiés et astreignants... « et leurs employeurs sont subventionnés pour les employer ».

Ce dispositif exprime de façon caricaturale l'ampleur des pressions sociales-libérales sur le gouvernement puisqu'il part de l'hypothèse fondamentale que les chômeurs sont, quelque part, responsables de leur situation, du fait de leurs exigences salariales excessives.

Quant au pouvoir d'achat supplémentaire qu'il apporte aux intéressés, il ne concerne pas les plus exclus, puisque le RMI et les minima sociaux sont maintenus très bas, tandis que les salaires inférieurs à 0,3 Smic (petit temps partiel) n'en bénéficient pas.

A de nombreuses reprises les communistes sont intervenus pour proposer des hausses significatives du RMI et des minima sociaux -pour l'heure inférieur au seuil de pauvreté- corrélativement aux hausses du Smic. Ils ont toujours veillé à proposer aussi que cette augmentation nécessaire des minima sociaux soit accompagnée d'efforts décuplés pour favoriser l'accès ou le retour des intéressés à des emplois stables et correctement rémunérés, en prenant appui sur de bonnes formations choisies avec une garantie de revenu.

c) Remplacement des cotisations maladies des salariés par la CSG :

Elle a permis une hausse de 0,85% des salaires nets et une mise à contribution des revenus financiers des ménages.

Outre une cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises, des banques et assurances, les communistes proposent une réforme du calcul des cotisations sociales patronales : toujours basées sur les salaires, ces cotisations seraient modulées en fonction d'un ratio salaires versés/valeur ajoutée globale. Celle-ci, incluant les revenus financiers perçus par les entreprises, la modulation proposée reviendrait à encourager les entreprises qui créent des emplois, augmentent les qualifications, les salaires et à pénaliser celles qui préfèrent investir contre l'emploi ou faire des placements financiers.

d) TVA :

La baisse de la TVA sur les travaux dans les logements a visé à favoriser les secteurs très intensifs en main d'œuvre et à réduire le travail au noir.

Mais elle a bénéficiée pour l'essentiel aux ménages les plus aisés.

e) Autres impôts sur les ménages :

- La baisse de l'impôt sur les revenus a été générale : les plus riches sont ceux qui y gagnent le plus en valeur absolue comme en pourcentage.

- Taxation des revenus financiers :

Quelques mesures ont été introduites à côté de la CSG. Mais Lionel Jospin a refusé de toucher aux privilèges les plus importants (prélèvements libérateurs sur les revenus d'obligation). Il a développé les stock-options et une formule d'épargne salariale adossée au marché financier.

Les communistes ont proposé une réforme fondamentale de l'impôt sur les grandes fortunes visant, notamment, à y assujettir les équipements professionnels, avec une modulation pour encourager un usage de ceux-ci favorable à la création d'emplois et de qualifications, mais pénalisant la croissance financière.

Ils ont proposé aussi une réforme de l'impôt sur le revenu qui articulerait une baisse du prélèvement sur les revenus du travail des catégories modestes et moyennes à une plus forte mise à contribution des revenus financiers du capital dont bénéficient surtout les plus riches mais que l'actuel barème exonère.

f) Impôt sur les profits des entreprises :

- La taxe professionnelle a été allégée (suppression en cinq ans de l'élément salarial de l'assiette) : soit un cadeau de 45 milliards de francs aux entreprises.

- Impôt sur les sociétés : suppression en 2000 de la majoration Juppé de 15%. Il est prévu de supprimer en 2003 la majoration de 10%, ce que compensera en partie l'institution de la contribution sociale sur les bénéfices (CSB) pour financer en partie les 35 heures.

Les communistes ont proposé :

- une réforme de l'impôt sur les sociétés : son prélèvement aurait été alourdi dans le cas où les bénéfices imposables ont pour origine une croissance purement financière, tandis qu'il aurait été allégé à mesure que ces bénéfices sont engendrés par une croissance réelle riche en emplois et qualifications ;

- une réforme fondamentale de la taxe professionnelle qui aurait associé à la suppression de l'élément salarial de son assiette l'élargissement simultané de cette dernière aux actifs financiers détenus au plan national par chaque entreprise. Une péréquation aurait été ensuite faite entre les collectivités territoriales du produit de ce prélèvement additionnel.

g) L'Euro, la BCE, les mouvements de capitaux :

Le gouvernement n'est, bien sûr, pas responsable à lui tout seul de l'affaiblissement continu de l'Euro par rapport au dollar. Mais il y a contribué en acceptant la discipline folle du pacte de stabilité et, surtout, en refusant de prendre des initiatives, comme nous le proposons, en France et en Europe pour réorienter le crédit et pousser la Banque de France et la BCE à intégrer la priorité à l'emploi.

Aussi, tel qu'il a été utilisé, l'Euro a accru, la précarisation de l'emploi et de la formation, au lieu de les sécuriser, la pression sur les salaires et la demande globale. Et, en faisant disparaître les sanctions qu'engendraient les risques de dévaluation des monnaies nationales, il a, sur ces bases, permis de sécuriser les opérations financières et spéculatives, les exportations massives des capitaux, vers les Etats-Unis, particulièrement, où la croissance a été la plus forte. D'où l'affaiblissement continu de l'Euro face au dollar.

Ainsi, il est sorti de France pour 1910 milliards de francs en investissements directs et de portefeuille l'an dernier - soit l'équivalent du budget de la Sécurité sociale - contre 1 515 milliards de francs en 1999 et 910 milliards de francs en 1998.

Si l'on tient compte de ce qu'il est simultanément entré, cela donne tout de même une sortie nette de capitaux de 645 milliards de francs l'an dernier contre 500 milliards de francs en 1999 et 380 en 1998.



Pour une nouvelle mobilisation du crédit des banques...

Le crédit des banques, à taux d'intérêt abaissé, a servi massivement à ces opérations, au lieu de les dissuader pour favoriser les seuls investissements créateurs d'emplois et accompagnés de formations. C'est ainsi que la Banque de France a noté que l'exercice 2000 « a été marqué par la forte progression de l'activité bancaire à Londres, en Allemagne et surtout aux Iles Caïmans où l'encours des créances internationales des banques résidentes a progressé de près de 20% en un an ».

- D'où l'importance des propositions avancées par les communistes pour une nouvelle mobilisation du crédit des banques, jusqu'à la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et une réorientation de la BCE, pour appuyer ces nouveaux crédits sélectivement favorables aux investissements riches en emplois et formations.

L'usage de l'Euro serait aussi réorienté à l'appui d'une baisse sélective des taux d'intérêt.

Cela pourrait s'accompagner alors de taxation Tobin sur les mouvements de capitaux à cours terme venant à l'appui de cette nouvelle politique monétaire de la BCE.

- De même pourraient être développés des dons en Euro aux pays d'Afrique et d'Europe Centrale et Orientale pour favoriser leur propre création monétaire à l'appui de crédits avantageux leur permettant de s'équiper (et de se former) auprès des pays de l'Union Européenne pour un co-développement. Ce serait une relance, en quelque sorte, d'un nouveau plan Marshall sans domination. ■